

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 31 (Partie I)

Déposée par Messieurs Santer et Fayot (titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (suppléant, Luxembourg)

Article 31 : La mise en œuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

1) L'Union ~~constitue~~ ~~assure~~ un espace de liberté, de sécurité et de justice dans le respect des droits fondamentaux et en tenant compte des différentes traditions et systèmes juridiques de ses Etats membres. Elle assure la libre circulation des personnes tout en garantissant un niveau élevé de sécurité, notamment par des mécanismes de coopération entre autorités policières et entre autorités judiciaires. L'Union réalise ces objectifs:

- par l'adoption de lois et de lois- cadre visant notamment à rapprocher les législations nationales dans les domaines énumérés dans la deuxième partie de la Constitution ;
- en favorisant la confiance mutuelle entre les autorités compétentes des Etats membres, en particulier sur la base de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires ;
- par une coopération opérationnelle de l'ensemble des autorités compétentes des Etats membres pour la sécurité intérieure, l'immigration clandestine et la gestion des frontières extérieures.

2) Dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, les parlements nationaux peuvent participer aux mécanismes d'évaluation prévus à l'article [4, partie II] de la Constitution et sont associés au contrôle politique des activités d'Europol, conformément à l'article [22, partie II] de la Constitution.

3) Dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, les Etats membres disposent d'un droit d'initiative selon les modalités prévues à l'article [8, partie II] de la Constitution.

Explication éventuelle :

ad 1): Le premier paragraphe de cet article doit contenir une description complète de la nature de l'espace ainsi constitué, se basant sur des éléments constitutifs clairement énoncés.

L'ajout au troisième tiret du premier paragraphe vise à décrire l'ensemble des domaines dans lesquels la coopération opérationnelle est visée. Ce tiret doit dès lors comporter des références explicites à l'immigration clandestine et au contrôle des frontières extérieures, qui font partie intégrante de l'espace de liberté, de sécurité et de justice décrit dès l'ingrès.